

Convention collective interrégionale

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCogne**
(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT N° 5 DU 3 JUILLET 2008

RELATIF À LA POLITIQUE SALARIALE

NOR : *ASET0851093M*

IDCC : *172*

Entre :

Le groupement syndical des fabricants de parquets, lambris, moulures,
caisses de pin maritime ;

Le groupement aquitain des fabricants de palettes,

D'une part, et

La fédération générale bâtiment et bois CGT-FO ;

La fédération nationale des salariés de la construction et bois (FNCB)
CFDT ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois-papier
(FIBOPA) CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord du 16 juin 2000 relatif à la durée et à l'aménagement du
temps de travail dans les entreprises du bois de pin maritime en forêt de
Gascogne (et notamment l'article 18.3 du chapitre II « Modulation des
horaires de travail ») ;

Vu l'accord du 10 avril 2002 relatif aux classifications dans l'industrie du
bois de pin maritime en forêt de Gascogne ;

Vu l'accord du 4 décembre 2002 relatif à la politique salariale dans l'in-
dustrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant des activités listées à l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne.

Article 2

Prime d'ancienneté

La valeur du point d'ancienneté est fixée à compter du 1^{er} janvier 2009 à 5,42 €.

Article 3

Salaires minima conventionnels

A compter de la date d'application de cet accord, les salaires minima conventionnels mensuels applicables à l'ensemble des salariés pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, sont repris dans les annexes :

- ouvriers : annexe I ;
- ACT : annexe II ;
- AM : annexe III ;
- cadres : annexe IV.

Article 4

Clause de revoyure

En cas de réévaluation du SMIC par les pouvoirs publics avant juillet 2009, les organisations représentatives des salariés et des employeurs se réuniront au cours du mois qui suivra pour une commission paritaire de négociation sur les salaires minima conventionnels.

Article 5

Entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Article 6

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord, la partie patronale engagera les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signature du présent accord.

Fait à Bruges, le 3 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Grille de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	SALAIRE MINIMUM
I	1	1 321,02
II	2	1 326,00
	3	1 329,00
III	4	1 336,00
	5	1 356,00
IV	6	1 397,25
	7	1 449,00
V	8	1 560,00
	9	1 653,60

ANNEXE II

Grille de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif

ACT

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	SALAIRE MINIMUM
I	1	1 321,02
II	2	1 326,00
	3	1 329,00
III	4	1 336,00
	5	1 356,00
IV	6	1 438,00
	7	1 480,00
V	8	1 580,00
	9	1 674,40

ANNEXE III

Grille de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif

Agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM
Niveau AM 1	1 595,97
Niveau AM 2	1 650,83
Niveau AM 3	1 738,80
Niveau AM 4	1 851,20
Niveau AM 5	1 955,20

ANNEXE IV

Grille de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM
Niveau C 1	2 105,26
Niveau C 2	2 722,05
Niveau C 3	3 203,20
Niveau C 4	3 681,60